

L'économie sociale et solidaire réservoir d'emplois pour l'île

Près de 8 500 emplois, un millier d'établissements et des marges de progression considérables. Chiffres et réflexion sur l'avenir d'un secteur qui se développe dans un territoire en proie à une précarité grandissante

L'économie sociale et solidaire (ESS) vient d'organiser sa deuxième conférence territoriale. L'occasion de dresser un panorama de cette valeur montante de l'économie régionale, et nationale.

Les chiffres exposés sont toutefois à relativiser. Ils ont été produits par l'Insee en 2015. Ils révèlent néanmoins des tendances confirmées par les acteurs du terrain.

En Corse, l'ESS compte 1 107 établissements, et 8 308 emplois, ce qui représente 11,8 % de l'emploi du secteur privé, et 8,1 % de l'emploi total.

Néanmoins, la Corse est parmi les dernières régions en volume d'emplois, à 2,4 points de la moyenne nationale établie à 10,5 %. La Bretagne occupe la première place, avec 14,3 % de l'emploi.

Associations et action sociale en tête

L'ESS regroupe un large panel d'activités, de la banque à la recyclerie. Et différentes réalités. Si toutes les entités répondent à la même définition, elles n'ont pas toutes le même champ d'application.

L'insertion par exemple, pilier de l'action sociale, n'est pas présente dans toutes les branches, comme dans les activités financières.

Les associations constituent la majorité des structures de l'ESS en Corse, avec 85 %, soit 6 878 salariés. Viennent ensuite les coopératives, 7,9 %, puis les mutuelles, avec 6,5 %.

En termes de secteurs d'activité, l'action sociale représente 53,9 %



L'économie sociale et solidaire (ESS) propose un large panel d'activités et se développe dans l'île. Exemple : le succès des garages solidaires qui ne se dément pas, comme ici à Calvi. ARCHIVE M.S.A.

des salariés de l'ESS, loin devant les activités financières et d'assurance, à 10,3 %.

78 % des entreprises de l'ESS ont moins de dix salariés. La plupart sont de petites associations, qui, souvent, travaillent de concert. Certains sont rattachés à des maisons mères, comme Isatis.

Créée en 2000, l'association bastiaise Install'toit a rejoint Isatis en 2014 : "Cela nous a apporté de nouveaux moyens, tout en restant une association locale indépendante. Rejoindre ce type de structures permet d'avoir un projet plus ambitieux et structuré", explique Hervé Xueref.

chef de service pour l'insertion. Mais c'est surtout financièrement que c'est important, pour combler les déficits. Sans cela, nous ne pourrions pas continuer."

Avec 14 salariés en insertion et quatre permanents, Install'toit joue pleinement son rôle. Des parcours personnels variés, accidents de la vie, personnes isolées, anciens détenus. Install'toit offre à tous une chance de (re)trouver une vie normale.

À Ajaccio, c'est la Falepa Corsica qui remplit ce double rôle de commerçant solidaire et d'acteur de l'insertion professionnelle. Parmi les activités de l'association, deux boutiques solidaires destinées aux bénéficiaires de minima sociaux : "Nous avons une recyclerie, mais aussi une boutique qui propose du mobilier de première nécessité, type lit ou électroménager", détaille Patrice Pellegrin, fondateur de la Falepa. Les bénéficiaires de minima sociaux inscrits payent la moitié du prix affiché, les autres clients payent le plein tarif."

Impacté par les réformes

L'action sociale est le poids lourd de l'ESS en Corse, avec 54,6 % de l'emploi, et apparaît comme l'un des secteurs d'avenir, eu égard au vieillissement de la population.

Ainsi, l'ADMR totalise plus de 700 emplois dans chacun des deux départements insulaires. Pourtant, le secteur de l'aide à domicile fait face à des difficultés : "Au regard de la faible attractivité des salaires, de la difficulté des conditions de travail et du manque de profils adéquats, ce secteur est confronté à d'importantes difficultés de recrutement", constate Jean-Michel Miniconi, directeur de la Cress (caisse régionale de l'économie sociale et solidaire) Corsica.

Par ailleurs, l'emploi affiche un recul significatif dans certaines branches. Ainsi, sur cinq ans, l'enseignement a vu ses effectifs reculer de 6 %, l'action sociale de 2,6 %.

Les plus grosses baisses concernent l'hébergement restauration, avec -12,3 %, et les arts et spectacles, qui affichent un recul de 45,9 %. "Les baisses interviennent dans un contexte général de réformes des politiques publiques opérées par les gouvernements successifs, qui ont notamment fragilisé le secteur associatif. Sa situation générale a été fortement impactée par les récentes évolutions des politiques publiques et de la fiscalité, au premier rang desquelles le gel des contrats aidés, la baisse des dons et la contraction des finances publiques", poursuit le directeur de la Cress.

Les perspectives ne sont pas sombres pour autant. Le domaine de la santé affiche un emploi en hausse, tandis que les métiers de services à la personne sont appelés à se développer, tant pour la petite enfance qu'en gériatrie : "400 000 créations de postes sont prévues d'ici 2022 dans les métiers du prendre soin", argumente Jean-Michel Miniconi.

Un optimisme conforté par la dynamique de l'ESS, qui, malgré un recul dans certains secteurs, affiche toutefois une progression de 23 % de la création d'emploi sur dix ans.

Exempte d'une logique de profit, l'économie sociale et solidaire dépend essentiellement des subsides publics, à différents niveaux des collectivités existant dans l'île.

Les marchés publics à venir auront pour mission de permettre à ces structures de répondre aux appels d'offres. Un juste, et long, retour sur investissement.

ISABELLE LANÇON-PAOLI
i.lancon@corse.inra.fr

8 308
salariés de l'ESS répartis dans 1 107 établissements.

10 %
du PIB est généré par l'ESS.

72,3 %
du salariat de l'ESS est féminin.

2,4 M
de rémunérations brutes, hors charges patronales, versées en 2015.

Filière verte piste d'avenir

En lien avec l'action sociale, la filière dite verte (recyclerie, réemploi...) fait figure de meilleur espoir pour le développement de l'ESS en Corse. Hélas intimement liée à la précarité, cette économie résolument sociale et exclusivement solidaire offre de larges perspectives : "Elle se développe autour de l'économie circulaire, grâce essentiellement au recyclage et aux circuits courts. Tout le travail autour du traitement des déchets est aussi important", analyse le directeur de la Cress.

Les déchets, leur traitement, et leur réduction se sont imposés comme l'un des thèmes majeurs des actions associatives. Dans ce contexte, entre un besoin évident lié à la précarité et l'urgence environnementale qu'impose une crise des déchets aux airs d'histoire sans fin, la filière verte représente l'avenir de l'économie insulaire, qu'elle soit ou non sociale et solidaire.

I. L.-P.

Lien social dans le rural

C'est une tendance qui ressort nettement lorsque l'emploi lié à l'économie sociale et solidaire est analysé à l'échelle des intercommunalités : il est significativement plus élevé en zone rurale.

Ainsi, l'ouest Corse (après Galeria et jusqu'au golfe de Lava) affiche 14,4 % de l'emploi total lié à l'ESS, devant la Costa Verde, avec 14 %, le Fium'Orbu Castellu, à 13,3 %, et le Centre Corse et l'Alta Rocca, qui comptent environ 11 %.

Dans ces zones, l'emploi est essentiellement lié aux services de proximité. Il est aussi un important vecteur de lien social, notamment dans tout ce qui concerne l'accompagnement des personnes âgées et/ou isolées. Une prépondérance appelée à grandir, le tissu associatif se substituant aussi à des services publics en voie de désertion.

I. L.-P.